

La FRANCE va mieux...pour certains.....

Les copains des coquins...la politique de la république "irréprochable" même et surtout "à gauche" ça finit toujours par payer.

La république irréprochable, .

JULIE GAYET

Maîtresse du Président- soutien officiel de Anne Hidalgo (autre ex maîtresse) dans la campagne des municipales.
société de production a été retenue par la Mairie de Paris pour créer un "cinéma du futur".
Elle est associée à son frère **ERWAN GAYET** et à sa belle sœur , tous 2 architectes.
e utilise la salle de projection de l'Élysée pour assurer le montage de ses "films"

ERIC DE CHASSEY

Un pote de la Gayet, nommé directeur de l'École nationale supérieure des Beaux Arts

[HTTPS://FR.WIKIPEDIA.ORG/WIKI/MURIEL_MAYETTE-HOLTZ](https://fr.wikipedia.org/wiki/Muriel_Mayette-Holtz)

Épouse de Gérard Holtz et pote de Valls virée de la Comédie Française sera nommée à la tête de la villa Médicis

MARTIN HIRSCH

Ex félon, Haut commissaire nommé par Sarko
nommé Directeur général de l' Assistance publique – Hôpitaux de Paris

MANUEL FLAM

ex directeur de cabinet de Cécile Cantat née Duflot
Nommé Directeur général du groupe SNI et Président du directoire du Grand Paris Habitat

JEAN-PIERRE BEL

Ex président socialiste du Sénat
Nommé "envoyé personnel" du Président pour l'Amérique latine et les Caraïbes

JACK LANG

Le socialiste parachuté battu à St Dié alias Lo Jacquot replié à la Taverne du Vieux bouc Nommé Directeur de l'Institut du monde arabe (9000 EUR / mois + table ouverte aux frais de l'État pour plusieurs milliers de repas par an)

AQUILINO MORELLE

cireur et ciré) de pompes
iré et aussitôt recasé Inspecteur général des Affaires sociales

[Voynet Dominique](#)

ex – chef écolo, battu régulièrement
Nommée Inspectrice générale des Affaires sociales

DELPHINE ERNOTTE

pote de Fleur Pellerin , Nommée à la tête de France Télévisions

FRANÇOIS CHÉRÈQUE

Dirigeant de la CFDT “de gauche”

Nommé Inspecteur général des Affaires sociales

Nommé président de Terra Nova , l’officine de gauche qui conseille le PS sur le vote communautaire des mahométans

THIERRY LE PAON

Eex secrétaire général de la CGT sera nommé au Conseil Économique et Social , l’institution qui ne sert à RIEN

ALAIN ZABULON (si, si, c’est son vrai nom)

Ancien préfet de Corrèze

Complice de Cahuzac (il connaissait l’existence de son compte caché en Suisse) Nommé coordonnateur général du renseignement (gag ?) puis Directeur de la Sûreté aérienne des Aéroports de Paris

COLONEL ERIC BIO-FARINA Ex commandant du groupement de gendarmerie de Corrèze Nommé commandant militaire de l’Élysée Nommé préfet hors cadre.D’autres sont nommés à des postes (tous grasement rémunérés) ou sur des titres respirant la vacuité socialiste:

VINCENT FELTESSE

Le socialo battu à Bordeaux . Nommé “conseiller à l’Elysée chargé des relations avec les élus”

BERNARD POIGNANT

Socialo battu à Quimper. Nommé chargé de mission “pour faire l’interface – sic avec la “société civile” “

AGNÈS SAAL

irée de la présidence de l’INA (40 000 EUR en 10 mois et 400 000 EUR en 7 ans de frais de taxi lorsqu’elle était directrice de Beaubourg)

Réintégrée dans son ministère d’origine , la “Culture”

Nommée “chargée de mission sur les questions de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences”

NICOLAS HULOT

"Idiot utile" des écolos

Nommé “envoyé spécial du président chargé d’une “mission internationale en faveur de la préservation de l’environnement” -Décoré commandeur de la Légion d’honneur

LE GANG D’EVRY :

JEAN-PAUL HUCHON,

Ancien président de la région Ile-de-France,(malgré l’appui de Manuel VALLS

ne sera pas nommé à la tête de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (Arafer) (148,000 €/an).....conflit d'intérêt trop voyant....Ce n'est pas la décence mais la prudence qui les arrête.

SÉBASTIEN GROS “conseiller” à la mairie d’Evry
Nommé chef de Cabinet de Valls,

Nommé préfet hors cadre ce qui lui assure revenu et retraite confortable en cas (probable) de changement de majorité

CHRISTIAN GRAVEL “conseiller” à la mairie d’Evry

Nommé chef du SIG (“Sieg Heil”), Service d’Information du gouvernement, équivalent de chef de la Propagandastaffel
Nommé préfet hors cadre

YVES COLMOU “ conseiller” de Valls

Nommé “Chargé d’une mission de service public relevant du gouvernement” ? celle là , elle ne s’invente pas ...Nommé préfet hors cadre

Outre SAPIN , ROYAL ET JOUYET au look janséniste, quelques privilèges d’énarques parmi les plus obscurs de la promotion Voltaire :
ou "vole terre" Un doute sur l'orthographe...

MICHEL CADOT

ENA promo Voltaire
nommé Préfet de police de Paris

CLAUDE REVEL

ENA promo voltaire

Nommée “ conseillère maître en service extraordinaire à la Cour des comptes”,
une sinécure à 10 000 EUR / mois

PIERRE-RENÉ LEMAS

ENA promo Voltaire Nommé à la tête de la Caisse des dépôts et consignation,

SYLVIE HUBAC ENA promo Voltaire Nommée Directrice de cabinet du Président

JEAN – PIERRE JOUYET

ENA promo Voltaire , Nommé Secrétaire général de la présidence

“Moi président ,

je ferai fonctionner le justice de manière indépendante

CATH CHAMPRENAULT

Ex procureur général à Basse Terre, Guadeloupe , poste insignifiant s'il en est Imposée par la Taubira Procureur général de Paris (rien que ça !) où elle remplace le procureur Faletti que Taubira voulait virer

JEAN MICHEL HAYAT

Membre du Syndicat de la magistrature (le “mur des cons”) Nommé président du TGI de Paris

ADELINE HAZAN

Femme du précédent
Ex-présidente du Syndicat de la magistrature
Ex-eurodéputé socialo
Ex-maire de Reims socialo Nommée Contrôleur général des prisons

Enfin le plus RRRipoux de tous ces RRRépublicains :

HENRI NALLET

Ex- ministre socialo “témoin assisté” pour trafic d’influence
Responsable du scandale du Mediator Consultant pour 15 600 EUR/mois et salarié des laboratoires Servier pour 110 000 EUR/an pour 6 jours de “travail” /mois

Président de la Fondation Jean Jaurès, think tank socialo -

Décoré commandeur de la Légion d’honneur promotion 14 juillet 2015.... les parents des victimes sont fous de joie
Tous les ministres socialistes (sauf Cahuzac), déjà virés pour malversations diverses , ont retrouvé en catimini leur siège à l’Assemblée

- l’escroc **KADER ARIF**

- le "non contribuable" **THOMAS THÉVENOUD** Sans oublier l’impayable **SYLVIE ANDRIEUX** , élue député PS de Marseille, fille de sénateur PS (l’hérédité des privilèges , ce n’est pas que dans l’aristocratie d’avant 1789) , qui n’a pas encore quitté son poste de député à 14 500 EUR /mois , malgré ses condamnations : 5 ans d’inéligibilité et 4 ans de prison dont 1 an ferme pour détournement de fonds publics (rappel : il s’agit de vos sous) utilisés pour arroser diverses associations bidons “issues de la diversité” et servant de rabatteurs à électeurs marseillais . **Andrieux siège toujours** : elle a voté le 5 mai 2015 la loi"Renseignement" ; même l’Obs s’en est “aperçu” et râle . (tapez Sylvie Andrieux sur Google, rien que pour voir !...)

Liste récente mais non exhaustive...

On pourrait aussi rajouter ou rappeler :

Pour mémoire !!!!!!!!

Le commandant du pédalo barre à gauche toute, a un équipage de toute confiance pour naviguer...

Jean-Pierre Kucheida – Député-Maire du Pas-de-Calais : Détournement de fonds – Mis en cause Attend les résultats de l'enquête parlementaire qui a lieu en ce moment sur les pratiques de la Fédération PS du Pas-de-Calais, suite aux révélations de Gérard Dalongeville à la juge Véronique Pair, révélées dans son livre « Rose Mafia ». Quand les premières révélations tombent, François Hollande l'a appelé pour lui dire « Tiens bon, on va laisser le vent retomber, ça va passer ».

François Bernardini – Maire d'Istres : Détournement de fonds publics – Condamné en 2001, en appel, à dix-huit mois de prison avec sursis, 400 000 francs d'amende et cinq ans d'inéligibilité.

Patrick Sève – Maire de l'Hay-les-Roses : Détournement de fonds publics – Mis en examen le 8 septembre 2011 pour « octroi d'avantages injustifiés et soustraction de fonds publics », pour un montant d'environ 2 millions d'euros, et pour avoir bénéficié de pots de vin dans l'octroi de marchés publics dans sa commune.

François Pupponi – Député-Maire de Sarcelles : Extorsion de fonds – Mis en cause Auditionné le 3 septembre 2010 dans le cadre d'une enquête sur un cercle de jeu parisien pour « blanchiment » et « extorsion de fonds ». Accusé de « subordination de témoin » par son directeur de cabinet, il aurait essayé de persuader sa belle-fille de démissionner du cercle Wagram, comme l'exigeaient les nouveaux patrons corses.

Jean-Pierre Destrade – Conseiller Général de Saint-Pierre-d'Irube : Trafic d'influences – Condamné en 2005 à 3 ans de prison dont 2 avec sursis et 10.000 euros d'amende dans une affaire de trafic d'influence et d'escroquerie, une peine couverte par sa détention provisoire.

Serge Andréoni – Sénateur-Maire des Bouches-du-Rhône : Complicité de trafic d'influences – Mis en examen lundi 17 octobre 2011, pour « complicité de trafic d'influence », il est soupçonné d'avoir fait désigner un avocat ami pour aider le frère de Jean-Noël Guérini, Alexandre, à régler un litige financier qui l'opposait à la communauté d'agglomération de Salon-de-Provence.

Henri Emmanuelli – Président du Conseil Général des Landes : Complicité de trafic d'influences – Condamné le 16 décembre 1997 dans l'affaire Urba à dix-huit mois de prison avec sursis et à deux ans de privation de ses droits civiques. Également mis en examen le 15 octobre 1998 dans le cadre de l'affaire Destrade de financement illégal du Parti socialiste, il est relaxé.

Janine Ecochard – Vice-Présidente du Conseil Général des Bouches-du-Rhône : Trafic d'influence – Condamnée en 1998 dans l'affaire Urba sur le financement occulte du PS.

Les futurs chef du PS ????

Jean-Christophe Cambadélis – Député de Paris : Recel d'abus de confiance – Condamné Mis en examen le 7 juin 2000 pour abus de confiance, il est reconnu « coupable de recel d'abus de confiance » le 2 juin 2006 et il est condamné à six mois de prison avec sursis et 20 000 euros d'amende, dans l'affaire des emplois fictifs de la MNEF.

Harlem Désir – Député Européen : Recel d'abus de biens sociaux – Condamné le 17 décembre 1998, à 18 mois de prison avec sursis et 30 000 francs d'amende pour recel d'abus de biens sociaux. Il avait bénéficié au début des années 1990 d'un emploi fictif, lorsqu'il était à la tête de [SOS racisme](#), financé par une association lilloise.

Michel Pezet – Député des Bouches-du-Rhône : Recel de fonds – Condamné Mis en cause dans l'affaire Urba en 1991, il est innocenté par la justice le 16 décembre 1998 de toute accusation d'enrichissement personnel ; en revanche, il est condamné pour « recel de fonds utilisés [pour un financement politique] en dehors de tout enrichissement personnel ».

Jean-Noël Guérini – Président du conseil général des Bouches-du-Rhône : Association de malfaiteurs – Mis en examen le 8 septembre 2011 pour « prise illégale d'intérêts, trafic d'influence, association de malfaiteurs et complicité d'obstacle à la manifestation de la vérité » pour avoir favorisé son frère dans le cadre de marchés publics.

Jean-Pierre Noyes – Conseiller Général des Bouches-du-Rhône : Association de malfaiteurs – Mis en examen le mercredi 11 janvier 2012 pour des faits d'association de malfaiteurs. Il est soupçonné d'avoir favorisé l'attribution d'emplois et de logements sociaux au profit de proches d'Alexandre Guérini, le frère cadet du président PS du conseil général des Bouches-du-Rhône, alors qu'il était le président jusqu'en juin 2011 de « 13 Habitat », l'office HLM rattaché à la collectivité locale.

Jean-Marc Ayrault – Député-Maire de Loire-Atlantique : Délit de favoritisme – Condamné à une peine de six mois de prison avec sursis et 30 000 F d'amende pour avoir octroyé de décembre 1991 à décembre 1993, sans mise en concurrence, ni avoir recours à des appels d'offres et sans réaliser de contrat, le marché d'impression du journal municipal nantais, Nantes Passion dont le budget d'impression s'élevait à 6 millions de francs par an.

Michel Laignel – Député et Conseiller Général des Bouches-du-Rhône : Favoritisme – Condamné Le 14 juin 2005, alors poursuivi pour « favoritisme, prise illégal d'intérêts et faux et usage de faux, en écriture publique » le maire de Ronchin a été condamné à deux ans de prison avec sursis et deux ans d'illégalité.

Christian Bourquin – Président du Conseil Général des Pyrénées-Orientales : Favoritisme dans l'attribution de marché public – Condamné. Soupçonné, dès 2001, d'avoir trafiqué ses comptes de campagne, il est condamné en 2009, à trois mois de prison avec sursis et 5000 euros d'amende pour minoration de comptes de campagne et complicité de faux. En 2008, il est mis en examen pour favoritisme dans le cadre d'un marché public et de nouveau condamné, début janvier 2012, à deux mois de prison avec sursis pour ces « faits graves ».

Eli Puigmal – Maire de Saint-Estèves : Délit de favoritisme – Condamné le 26 janvier 2012 délit de favoritisme dans les conditions d'attribution de marché d'organisation de spectacles à l'association Boitaclous en 2009 alors qu'il était maire de Saint Estève.

Jacques Mellick – Député-Maire de Béthune dans le Pas-de-Calais : Faux témoignages – Condamné en 1996 par la justice à abandonner tous ses mandats suite à sa condamnation pour témoignage de complaisance dans l'affaire VA-OM.

Jean-Pierre Balduyck – Député du Nord : Favoritisme – Condamné par le tribunal correctionnel de Lille à 7 500 euros d'amende en 2005 après 7 ans de mise en cause, alors qu'il était maire de Tourcoing, pour complicité d'atteinte à la liberté des marchés publics dans l'affaire du Grand Mix de Tourcoing.

Robert Gaïa – Député du Var : Favoritisme – Condamné le 21 janvier 2002 à six mois de prison avec sursis pour favoritisme dans l'attribution du marché des cantines scolaires de la ville de Toulon en 1997.

Ségolène Royal – Présidente de la Région Poitou-Charentes : Licenciements abusifs – Condamnée en 2008 par La Cour d'appel de Rennes, l'ancienne candidate socialiste à l'élection présidentielle à dû verser plusieurs mois de salaires non payés à deux de ses attachées parlementaires ayant travaillé pour elle entre 1995 et 1997.

Anne Hidalgo – Adjointe au maire de Paris : Infraction à la législation sur la durée du travail – Condamnée le 26 janvier 2012 à 40.000 € d'amende pour infraction à la législation sur la durée du travail au titre de ses fonctions de Présidente du conseil d'administration de l'APUR (Atelier Parisien d'Urbanisme), alors qu'elle est elle-même ancienne inspectrice du travail. Cette condamnation fait suite à deux plaintes déposées au tribunal de police par l'inspection du travail. L'une pour « travail dissimulé », l'autre pour non-paiement des heures supplémentaires.

Jacques Mahéas – Sénateur de Seine-Saint-Denis : Agression Sexuelle – Condamné en mars 2010, pour agressions sexuelles contre une ex-employée municipale, pour des faits survenues en 2002. La plainte a été déposée en 2004 mais il faut attendre 2011 pour qu'il démissionne du PS, sous menace d'exclusion. Soutien de François Hollande pendant la primaire socialiste.

Pascal Buchet – Maire de Fontenay-aux-Roses : Harcèlement – Condamné à 8000 € d'amende par le tribunal correctionnel de Nanterre, coupable de harcèlement moral à l'encontre de son ex-directrice de la communication, qui s'est suicidée en 2007.

François-Xavier Bordeaux – Dirigeant du PS bordelais : Abus de faiblesse – Condamné à la peine de deux ans de prison dont un ferme, assortie de cinq ans de privation des droits civiques, civils et de famille, pour avoir abusé de la faiblesse d'une vieille dame fortunée, Jeanine Terrasson.

Yacine Chaouat – Adjoint au maire du 19e arrondissement de Paris : Violences conjugales – Condamné par le tribunal correctionnel à six mois de prison avec sursis et dix-huit mois de mise à l'épreuve, pour violences conjugales sur son épouse. En août 2009, Fatima, 21 ans, avait été battue à coups de ceinture et retenue à son domicile, alors qu'elle venait d'arriver de Tunisie.

Jack Lang – Député du Pas-de-Calais : Rupture de contrat – Condamné le 6 janvier 2009 par le TGI de Paris à verser 34.000 euros à l'éditeur Bernard Pascuito, qui l'avait assigné pour rupture de contrat après que l'ancien ministre se fut opposé en 2006 à la publication d'un livre qu'ils avaient co-écrit.

Sylvie Andrieux – Député des Bouches-du-Rhône : Escroquerie – Mise en examen le 8 juillet 2010 pour « complicité de tentative d'escroquerie et complicité de détournement de fonds publics » pour un montant estimé à 740.000 €, grâce à des associations fictives.

Monique Delessard – Maire de Pontault-Combault : Faux en écriture publique – Condamnée le 14 mai 2010, par la cour d'appel de Paris à 15 mois de prison avec sursis et à une peine d'inéligibilité pour avoir marié illégalement l'ancien député-maire Jacques Heuclin, à l'article de la mort.

Bernard Granié – Président d'une intercommunalité Bouches-du-Rhône : Corruption – Condamné le 7 septembre par la cour d'appel d'Aix-en-Provence à deux ans de prison ferme et cinq ans d'inéligibilité. Elle a en effet estimé que fournir des informations confidentielles – contre 300 000 euros de pots de vin – à une société de traitement de déchets candidate à un marché public constituait une faute gravissime.

Michel Delebarre – Député du Nord : Ecoutes illégales – Condamné Cette ancien ministre de la Fonction Publique sous Mitterrand, a été condamné en 2005 dans le cadre de l'affaire des écoutes de l'Élysée. Il a été notamment reconnu coupable du placement sur écoutes de Jean-Edern Hallier, journaliste qui menaçait de révéler l'existence de Mazarine à l'opinion. Il est dispensé de peines.

Claude Pradille – Sénateur du Gard : Corruption – Condamné en 1995 à cinq ans de prison ferme, cinq ans d'inéligibilité et 300.000 francs d'amende. Il avait été jugé pour « faux et usage de faux, corruption, complicité d'escroquerie et subornation de témoins » dans une affaire où il était soupçonné d'avoir fait construire sa piscine sur des fonds publics de l'Office HLM du Gard

Jean-Paul Huchon – Président du Conseil Régional d'Ile-de-France : Prise illégale d'intérêts dans des marchés publics – Condamné. En novembre 2004, après l'envoi d'une lettre anonyme sur l'existence d'emplois fictifs au conseil régional d'Île de France, il est jugé avec son épouse, Dominique Le Texier, pour prise illégale d'intérêts dans des marchés publics passés en 2002 et 2003, entre le conseil régional et les sociétés de communication Image Publique, Sertis et LM Festivals, employant sa femme. Il est condamné à 6 mois de prison avec sursis, 60 000 euros d'amende et un an d'inéligibilité le 20 février 2007 par le tribunal correctionnel de Paris puis la peine est confirmée en appel le 21 novembre 2008, hormis l'inéligibilité.

Robert Navarro – Sénateur de l'Hérault : Abus de confiance – Mis en examen Cible d'une plainte déposée par le PS en mars 2011 pour « abus de confiance », pour des frais personnels et 42.000 € de pizzas qui ont été facturés à la Fédération PS entre 2008 et 2010. Soutien de François Hollande à la primaire socialiste, il intègre son équipe de campagne durant l'été 2011.

René Teulade – Sénateur-Maire de Corrèze : Abus de confiance – Condamné par le tribunal correctionnel de Paris à 18 mois de prison avec sursis et 5 000 euros d'amende. Il s'est rendu coupable d'abus de confiance dans le scandale de la Mutuelle de retraite de la fonction publique (MRFP). Il a été le suppléant de François Hollande à L'Assemblée entre 1997 et 2002.

Khadija Aram – Adjointe au maire de Trappes : Abus de confiance – Condamnée le 27 avril 2011 à deux ans de prison, dont 18 mois avec sursis, pour avoir promis contre rémunération, à des personnes en situation irrégulière des titres de séjour qu'elle n'a jamais obtenus, ainsi que cinq ans d'interdiction de droits civiques et civils.

Pierre Mauroy – Sénateur du Nord : Abus de confiance – Condamné Le 20 juin 2008, il est mis en examen pour détournement de fonds publics à propos d'un emploi présumé fictif attribué à Lyne Cohen-Solal au sein de la communauté urbaine de Lille (CUDL) en 1992. Le 4 février 2011, Pierre Mauroy est condamné à 20 000 euros d'amende avec sursis pour abus de confiance et devra, avec Lyne Cohen-Solal et Bernard Masset, son ancien directeur de cabinet, rembourser 19 654 euros à la CUDL.

Laurent Fabius – Député de la Seine-et-Marne : Homicide involontaire – Mis en examen Il a comparu en février et mars 1999 devant la Cour de justice de la République (CJR) pour homicides involontaires dans l'affaire du Sang Contaminé. Le 9 mars 1999, Laurent Fabius est relaxé, la CJR soulignant tout de même que son action « a contribué à accélérer les processus décisionnels. »

Philippe Kaltenbach – Maire de Clamart : Corruption – Mis en cause Suite à la diffusion d'une vidéo sur Internet, où on le voit négocier contre de l'argent l'attribution d'un logement au proche d'un collaborateur, une enquête préliminaire a été ouverte, dans laquelle il est soupçonné de corruption dans l'attribution de logements sociaux. Deux juges d'instruction de Nanterre sont chargés, depuis le 22 février, d'une information judiciaire ouverte pour « corruption active et passive, recel, complicité ».

André Vallini – Sénateur de l'Isère : Licenciement abusif et harcèlement moral –Poursuivi par son attachée parlementaire, avec qui il a fini par trouver un accord. Proche de François Hollande, cet ancien président de la Commission Outre-mer conseille le candidat socialiste sur les questions de justice.

Jean-Marc Pastor – Sénateur / questeur du Sénat : Notes de frais frauduleuses – Mis en cause par le site Médiapart, qui révèle le 27 juin 2011 que le sénateur avait transmis à la trésorerie du Sénat deux factures de restaurant émises dans le Tarn, son département, pour un montant total de 2492 euros. Il menace Médiapart de poursuites, produisant un faux communiqué de Gérard Larcher pour l'occasion, alors Président du Sénat, avant de se rétracter et de rembourser l'intégralité des notes de frais.

Dominique Strauss-Kahn – ancien Député-Maire du Val d'Oise : Complicité de proxénétisme – Mis en cause Après son procès pour viol dans l'affaire du Sofitel de New York, Dominique Strauss-Kahn a été mis en garde à vue et entendu le 21 février 2012 pour complicité de proxénétisme dans l'affaire du Carlton de Lille. Jusqu'au printemps 2011, il était le favori de la primaire socialiste pour l'élection présidentielle.

Gérard Dalongeville – Maire d'Hénin-Beaumont : Détournement de Fonds Publics – Mis en examen en 2009, il attend toujours son jugement pour « faux en écriture et usage de faux, détournements de fonds publics, favoritisme et recel de favoritisme »

Cerise sur le gâteau...Une indépendantiste au ministère de la « justice »

En 2009, en compagnie d'un certain Domota, se réjouissant des désordres qui paralysaient la Guadeloupe voici l'incertaine Taubira, membre (et non des moindres) du gouvernement Ayrault. Taubira est aujourd'hui Garde des sceaux, (ministre de la subversion?et des troubles de l'ordre public?, ministre de la violence et de la prise d'otages?, ministre du racisme , et surtout ministre de la haine de la France et des Français?)

Vive la République !
Vive la France !
Bravo la République ?
Bravo Hollande !
Moi Président de la République.....

Liste non exhaustive....(date 2012)

depuis on a fait qq progrès..dans l'exemplarité

Jérôme CAHUSAC. En 2007, Jérôme Cahuzac est condamné pour « travail dissimulé » après avoir employé dans sa clinique, de juillet 2003 à novembre 2004, une femme de ménage originaire des Philippines et sans papiers. Celle-ci était rémunérée en liquide (250 euros par mois pour 40 heures de travail)^{14,15}. Jérôme Cahuzac ayant remboursé l'URSSAF, réglé une pénalité de retard, et finalement aidé sa femme de ménage à régulariser sa situation en France, il a été dispensé de peine, et la décision du tribunal n'a pas été inscrite à son casier judiciaire.

En juin 2013, *Mediapart* affirme que Jérôme Cahuzac touchait des pots-de-vin entre 1988 et 1991

lorsqu'il travaillait pour le ministre de la Santé, **Claude Évin** : ces pots-de-vin auraient été versés pour obtenir des décisions favorables du ministère dans l'attribution de scanners et d'IRM (appareils d'imagerie par résonance magnétique) à des établissements de santé³⁴. Le **11 septembre 2013**, il est de nouveau mis en examen, cette fois-ci pour « déclaration incomplète ou mensongère de son patrimoine par un membre du gouvernement », en raison de l'absence de la mention de son compte bancaire à l'étranger dans sa déclaration d'intérêt signée en **mai 2012**, après sa nomination en tant que ministre délégué au Budget³⁵. En **mars 2014**, son ex-épouse révèle l'existence d'un compte, crédité de 2,5 millions d'euros, non déclaré sur l'île de Man³⁶, dont il avoue devant un juge avoir connu l'existence au moment de sa nomination comme ministre³⁷. À compter du 1er juillet 2014, il est interdit d'exercer la médecine pendant trois mois, à la suite d'une sanction de l'**ordre des médecins**³⁸. Le 5 janvier 2015, le parquet national financier (PNF) a requis le renvoi en correctionnelle, notamment pour fraude fiscale, de l'ex-ministre du Budget dans l'affaire de son compte caché à l'étranger.

Bernard Granié (PS): Elu d'une intercommunalité condamné en 2011 **pour corruption**. Peine confirmée par la Cour de cassation **en mars 2013**.
Alain Gouriou (PS) Ancien Député, Maire et Vice-Président du CG des Côtes d'Armor, il a été reconnu coupable **d'abus de confiance** mais dispensé de peine en 2008.

.../...

1

La suite.....cette page n'y suffit plus.

et encore pour mémoire

Source:

<http://pierre.parrillo.over-blog.fr/article-liste-des-elus-ps-et-de-gauche-condamnes-98170356.html>

avec ce commentaire de l'auteur de la liste...

**** Dernière mise à jour fin février 2015 ****

Une liste suggestive d'élus de gauche, PS, PCF, EELV et j'en passe mis en cause, mis en examen ou condamnés.

Nouveau: Une autre ici concernant le Front National.

Bien évidemment un certain nombre d'entre eux sont désormais "réhabilités", ont payé pour leur faute et on droit à l'oubli. Je le respecte d'ailleurs pleinement.

Le but de cette liste n'est pas de porter atteinte aux personnes qui y figurent car elle se veut avant tout être une réponse à une autre liste, fautive, contenant les noms d'élus de droite condamnés.

Pourquoi fausse? Parce que des noms d'élus PS y ont été rajoutés pour la gonfler artificiellement.

Ceux qui la relaient sont les premiers à exiger des politiques une totale probité. Idéal que je partage. C'est donc purement et simplement dans le respect total de cet esprit que j'ai décidé de créer cette liste.

Merci à ceux qui la partagent d'avoir la politesse de citer votre source.

Voilà qui est fait..la liste donc.

Alain Gouriou (PS)

Ancien Député, Maire et Vice-Président du CG des Côtes d'Armor, il a été reconnu coupable **d'abus de confiance** mais dispensé de peine en 2008.

Alain Rist (Vert):

Ex Vice Président de Conseil Régional d'IDF condamné en 2006 pour être **allé sur des sites pédophiles et avoir téléchargé des images à caractère pédophile**.

Anne Hidalgo (PS):

Actuelle adjointe au Maire de Paris, elle aurait été condamnée en 2012 à **40 000 € d'amende pour infraction à la législation sur la durée du travail, d'après le syndicat FO CAS-VP**.

Arnaud Montebourg (PS):

Actuel Ministre du Redressement Productif, mis en cause en 2010 **pour diffamation**.

Condamné en mai 2012 pour **avoir injurié les anciens dirigeants** de l'entreprise Sea France.

Assigné en Justice en octobre 2012, alors qu'il est Ministre du Redressement Productif, **pour plagiat**.

Condamné en décembre 2012 pour **atteinte à la présomption d'innocence** de Guérini.

Bernard Granié (PS):

Elu d'une intercommunalité condamné en 2011 **pour corruption**. Peine confirmée par la Cour de cassation **en mars 2013**.

Bernard Tapie (Divers Gauche):

Homme d'affaire, ex Ministre sous Mitterrand, condamné en 1996 pour **corruption et subordination de témoin**.

Bertrand Delanöe (PS):

Actuel Maire de Paris condamné en 2010 pour atteinte au **droit du travail**.

Catherine Trautmann (PS):

Ex Minsitre sous Jospin, condamnée **en 1999 pour diffamation**.

Charles Josselin (PS):

Ancien Ministre sous Lionel Jospin de 1997 à 2002 et Secrétaire d'Etat à plusieurs reprises, il a été reconnu coupable **d'abus de confiance** mais dispensé de peine en 2008.

Christian Bourquin (affilié PS):

Président de Région Languedoc Roussillon, successeur de Georges Frêche, condamné en 2012 **pour délit de favoritisme**.

Christian Cuvilliez (PCF):

Ex Député et actuel Conseiller Municipal de Dieppe **condamné en 2000 puis confirmé en 2004 pour détournement de fonds publics et recel et une seconde fois en 2001 pour diffamation**.

Claude Hoarau (PCR):

Maire de Saint Louis à la Réunion, condamné en 1ère instance à 1 an d'inéligibilité et 4 mois de prison avec sursis pour **complicité de prise illégale d'intérêt et achat de voix**. Le condamné a fait appel: jugement rendu en décembre 2012.

Claude Pradille (PS):

Ex Sénateur, condamné en 1995 pour **corruption**.

Claudie Lebreton (PS)

Ancien Maire, Conseiller Régional de Bretagne, actuel Président du Conseil général des Côtes d'Armor, il a été reconnu coupable **de prise illégal d'intérêts** mais dispensé de peine en 2008.

Daniel Zaïdani (DVG)

Le Président du Conseil général de Mayotte a été mis en examen et placé sous contrôle judiciaire le **12 juin 2013**, avec interdiction de sortie du territoire.

Dominique Bertinotti (PS):

L'ex-Ministre déléguée à la Famille sous le Gouvernement de Jean-Marc Ayrault, Dominique Bertinotti, a été épinglée en janvier 2015 par un rapport de la Chambre Régionale des Comptes concernant la gestion d'un local municipal. Plus précisément l'Espace des Blancs-Manteaux dans le 4ème arrondissement parisien.

Dominique Plancke (EELV):

Actuel Conseiller Régional, condamné en 2006 **pour le fauchage d'OGM**.

DSK (PS):

En 2011, 2013 et 2015, beaucoup de bruits pour rien?

Edmond Hervé (PS):

Actuel Sénateur, condamné en 1999 pour manquement à une obligation de sécurité dans **l'affaire du sang contaminé**.

Élie Hoarau (PCR):

Ancien Député de la Réunion, condamné en 2000 à un an d'emprisonnement avec sursis et de cinquante mille francs d'amende ainsi qu'à l'interdiction du droit de vote et à la privation du droit d'éligibilité pour une durée de trois ans suite à une [affaire de fraude électorale](#).

Elie Pigmal (PS):

Ancien Maire PS de Saint Estève, condamné en 2012 pour [délit de favoritisme](#).

Elisabeth Guigou (PS):

Elue de Seine Saint Denis, non condamnée mais [accusée de diffamation](#).

Eva Joly (EELV):

Condamnée en 2011 pour [diffamation à l'encontre de David Douillet](#).

Faouzi Lamdaoui (PS):

[Conseiller du Président à l'Élysée, il démissionne en décembre 2014 suite à une audition prochaine dans le cadre d'une affaire pour abus de bien sociaux.](#)

Florence Lamblin (EELV):

Mise en cause en octobre 2012 dans le cadre de différentes affaires.

Francis Da Ros (PS):

[Février 2014. Ce Conseiller Général du Canton de Houeillès flashé à 157 km/h au lieu des 90 autorisés relaxé. Une simple erreur dans la rédaction du procès-verbal aura suffi à la justice pour prononcer sa relax.](#)

Franck Mauras (PS):

Mise en cause en septembre 2013, aurait utilisé frauduleusement l'argent dédiée à l'association dont il était le Président., Il a démissionné de son mandat de Maire dès l'éclatement de l'affaire.

Francis Adolphe (PS):

Placé en garde à vue en septembre 2014 pour « violences conjugales »

François Bernardini (ex/de nouveau? PS):

Maire d'Istres condamné en 2001 pour **ingérence, détournement de fonds publics, abus de confiance et abus de biens sociaux.**

François Hollande (PS) :

Actuel candidat à l'élection Présidentielle non condamné mais **entendu par la Justice dans une affaire DSK en 2011.**

François Mitterrand (PS):

Ex Président de la République de 1981 à 1995, mis en cause dans un bon nombre d'affaires avant et après sa mort. (**écoutes de l'Elysée, Attentat de la Rue de l'Observatoire, Financement du PS - Affaire Urba, FrançAfrique, Nuage de Tchernobyl, Attentat du Rainbow Warrior, Mort de Pierre Bérégovoy, Fille Cachée entretenue aux frais de la république, etc**)

François Xavier Bordeaux (PS):

Ancien dirigeant du PS bordelais condamné en 2011 pour **abus de faiblesse**

Gabriel Conh Bendit (Verts):

Frère de Dany Le Rouge, condamné en 2005 pour diffamation.

Gérard Monate (syndicaliste):

Condamné dans l'affaire Urba.

Gérard Piel (PCF):

Conseiller Municipal d'Antibes condamné en 2011 pour outrage envers un huissier.

Georges Frêche (ex PS):

Ex Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et ex Président de Région Languedoc Roussillon condamné régulièrement en fin de carrière pour de multiples dérapages verbaux.

Gilles Catoire (PS)::

Maire de Clichy-La-Garenne (92) qui est visé par une plainte pour « détournement de fonds publics » en décembre 2013. En mars 2014, 4 adjoints au Maire et un Conseiller Municipal s'associent à cette plainte.

Gilbert Annette (PS)::

Actuel Maire de Saint-Denis de la Réunion, ancien Député, condamné en 1996 à 200 000 francs d'amende, cinq ans de privation de ses droits civiques et trente mois de prison dont douze avec sursis pour corruption dans des procédures de marchés publics à la ville de Saint-Denis.

Guy Roueyre (PCF):

Ex Conseiller Régional démissionnaire, condamné en 2011 pour agressions sexuelles.

Harlem Desir (PS):

Actuel Député Européen condamné en 1998 pour **recel d'abus de confiance**.

Henri Emmanuelli (PS):

Ex Ministre sous les Gouvernements Mauroy et Fabius, actuel Président du Conseil Général des Landes, condamné en 1997 pour **trafic d'influence**.

Ibrahim Tariket (PS):

Conseiller Mubnicipal de Clichy condamné à **5 ans de prison ferme pour agression**.

Jack Lang (PS):

Député du Pas de Calais condamné en 2008 **pour rupture de contrat**.

Jack Mellick (PS):

Actuel Député et Maire de Béthune dans le Pas de Calais, **condamné en 1997 dans l'affaire OM-VA pour faux témoignage**.

Jacques Mahéas (PS ou apparenté):

Ex Sénateur et Maire de Neuilly Sur Marne en Seine Saint Denis condamné **pour agression sexuelle**.

Jean Germain (PS):

Maire PS de Tours, il a été mis en examen en novembre 2013 pour « **complicité passive de prise illégale d'intérêts** ». Plusieurs personnes de son entourage seraient impliquées dans la même affaire.

Jeanine Ecochard (PS):

Actuelle Vice Présidente du Conseil Général des Bouches-Du-Rhône, **condamnée en 1998 dans**

l'affaire Urba(financement occulte du PS).

Jean-Christophe Cambadélis (PS) :

Député, condamné en 2006 pour [l'affaire de la MNEF](#).

Jean-Christophe Mitterrand:

Fils de François Mitterrand, ex conseiller de son père à l'Elysée pour les affaires africaines, condamné en 2009 pour [recel d'abus de bien sociaux](#).

Jean-David Ciot (PS):

Ni arrêté ni condamné mais visé par la Justice dans la cadre de l'affaire Guérini; [affaire à suivre!](#)

Jean-François Noyes (PS):

Conseiller Général des Bouches-Du-Rhône, mis en examen en 2012 dans le cadre de l'Affaire Guérini [pour association de malfaiteurs en vue de trafic d'influence et recel de trafic d'influence](#).

Jean-Marc Ayrault (PS):

Actuel Député, condamné en 1997 pour [délit de favoritisme](#).

Jean-Marie Le Chevallier (PS):

Actuel Député, condamné en 2003 pour [subordination de témoin](#).

Jean-Marie Le Guen (PS):

Actuel Député, [mis en examen dans l'affaire de la MNEF](#) bénéficiant d'un non lieu.

Jean-Michel Baylet (PRG):

Actuel Sénateur du Tarn et Garonne condamné en 2003 pour abus de biens sociaux.

Jean-Noel Guérini (PS):

Actuel Sénateur des Bouches du Rhône, mis en examen en 2011 pour prise illégale d'intérêt et trafic d'influence.

Jean-Paul Huchon (PS):

Actuel Président de Région IDF, condamné en 2007 pour prise illégale d'intérêt et en 2011 par le Conseil d'Etat.

Jean-Pierre Balduyck (PS):

Actuel Député du Nord, condamné en 2005 pour favoritisme a fait appel de sa condamnation. Il est relaxé par la Cour d'Appel de Douai en mars 2006.

Précisions apportée sur sa demande: "Vous pouvez laisser mon nom en indiquant que la cour d'appel de Douai a jugé que dans ma procédure il n'y avait pas matière à poursuite. Cette conclusion a été moins commentée que le début. Merci pour votre objectivité."

Jean-Pierre Destrade (PS):

Ex élu et Porte Parole du PS condamné en 2005 pour escroquerie et trafic d'influence.

Jean-Pierre Kucheida (PS):

Ancien Député du Pas de Calais et Maire de Liévin, mis en cause en 2011 dans une affaire de corruption peut être de grand ampleur au sein de la Fédération PS du Pas De Calais.

Condamné le 21 mai 2013 à 30 000 € d'amende dans une affaire d'abus de biens sociaux.

Nouvelle mise en examen en janvier 2014 pour corruption et recel d'abus de biens sociaux.

Jean-Pierre Maggi (PS):

Maire de Velaux, mis en examen en 2010 pour délit de favoritisme mais finalement relaxé en janvier 2012.

Jean-Vincent Placé (EELV):

Condamné le 10 février 2012 pour diffamation à verser 1 500 € de dommages et intérêts au sulfureux Christian Vanneste

Jérôme Cahuzac (PS)

Condamné sans peine ni inscription au casier judiciaire en 2007 pour avoir employé, entre juillet 2003 et novembre 2004, une femme de ménages philippine, sans papiers, rémunérées en liquide pour 40hs mensuelles à 250€/mois.

Affaire de fraude fiscale en cours... Mars 2013.

Joël Marion (PCF)

Le maire de Compans a été condamné en décembre 2012 à 1 500 € d'amende pour prise illégale d'intérêts.

José Bové (EELV):

Actuel Député Européen, condamné en 2006 pour le fauchage d'OGM.

Julien Dray (PS):

Député et Conseiller Régional IDF non condamné mais qui a fait l'objet d'un rappel à la loi en 2009.

Kader Arif (PS):

Contraint fin 2014 à quitter son poste de Secrétaire d'Etat en raison d'affaires liées, ou présumées, à

l'attribution de marchés publics à ses proches. La Justice fait son œuvre évidemment.

Khadija Aram (ex PS):

Ancienne élue municipale condamnée en 2011 pour **trafic d'influence et abus de confiance.**

Laurence Pommier (PCF?)

La conseillère municipale chargée de la communication, de la mairie de Compans a été condamnée en décembre 2012 à **1 500 € d'amende pour prise illégale d'intérêts.**

Laurent Fabius (PS):

Ex 1er Ministre sous Mitterrand, **mis en cause dans l'affaire du sang contaminé puis relaxé.**

Laroussi Oueslati (PRG):

Mise en examen en 2010 pour **trafic de faux diplômes.**

Lionel Colling (LO)

L'ex Maire de Compans a été condamné en 2006 pour avoir employé **ses proches parents au sein des services de la mairie.**

Line Cohen Solal (PS):

Actuelle adjointe au Maire de Paris, condamnée en 2011 dans **la même affaire que celle touchant Pierre Mauroy.**

Ludovic Freygefond (PS):

Premier Secrétaire Fédéral du Parti Socialiste de la Gironde et ancien Maire PS du Taillan-Médoc, a été placé en garde à vue en **mai 2014.** Son ex directeur de cabinet aurait déposé plainte pour

harcèlement moral en septembre 2012, soit il y a plus d'un an et demi.

Malek Boutih (PS ou ex PS):

Ancien candidat aux Législatives en 2007, condamné en 2006 pour **diffamation**.

Manuel Valls (PS):

Plainte en octobre 2012 d'un Député pour Mise en danger de la vie d'autrui alors qu'il est **Ministre de l'Intérieur**.

Martine Aubry (PS):

Mise en examen pour **homicides et blessures involontaires** le 6 octobre 2012 dans le cadre de l'une des affaires relatives au dossier de l'amiante. Mise en examen **annulée le vendredi 17 mai 2013**.

Maurice Gironcel (PCR):

Actuel Maire de Sainte Suzanne, condamné en 2008 à 1 an de prison et 1 an d'inéligibilité pour **détournement de fonds**.

Maxime Gremetz (ex PCF désormais sans étiquette):

Ex Député de la Somme, condamné en 2000 pour **violence avec arme en ayant forcé un barrage de police**, licenciement abusif, etc...

Melba Ngalouo-Bocquet (PCF) :

Ex élue PC et employée à la Mairie de Corbeil, **condamnée en octobre 2012 pour fraudes**.

Michel Dary (PRG):

Ex député Européen, mis en cause en **2010 pour recel d'abus de confiance** suivi d'un non lieu

prononcé en sa faveur.

Michel Delebarre (PS):

Ancien Ministre sous Mitterrand, condamné en 2005 dans l'[Affaire des Ecoutes Téléphoniques](#).

Michel Laignel (PS):

Condamné en 2006 [pour faux, usage de faux, délit de favoritisme, prise illégale d'intérêt, et détournement de fond](#).

Michel Pezet (PS):

Ancien Député des Bouches-Du-Rhône, et actuel Conseiller Général du même département, condamné en 1998 [pour recel de fonds utilisés \[pour un financement politique\] en dehors de tout enrichissement personnel](#).

Michel Tonon (PS):

Maire de Salon de Provence, mis en examen en 2010 [pour délit de favoritisme mais finalement relaxé](#) en janvier 2012.

Mohamed Abdi (PS):

Condamné en 2007 pour [escroquerie](#).

Monique Delessard (PS):

Actuelle Maire de Pontault-Combaut en 2010 pour [mariage illégal](#).

Noel Mamère (Ecologiste):

Condamné en 2000 [pour diffamation](#).

Olivier Besancenot (NPA):

Ex candidat à la présidentielle, condamné en 2011 pour séquestration.

Olivier Spithakis (???) :

Pas d'information sur son statut actuel mais (ex?) membre du PS condamné en 2005 dans l'affaire de la MNEF.

Patrick Sève (PS):

Maire de L'Hay-Les-Roses mis en examen en 2011 pour octroi inustifié de marchés publics et soustraction de fonds publics.

Pascal Buchet (PS):

Maire PS de Fontenay Aux Roses reconnu coupable en 2012 de harcèlement moral après le suicide d'une de ses collaboratrice.

Philippe Kaltenbach (PS):

Maire PS de Clamart dans la tourmente en 2012 suite à l'apparition de 2 vidéos pour lesquelles il plane des soupçons de corruption. Mis en examen en août 2013. En attente de mise à jour.

Philippe Sanmarco (PS):

Ancien Député Socialiste des Bouches-Du-Rhône, condamné en 1997 pour complicité de trafic d'influence dans l'affaire du financement occulte du PS, l'Affaire Urba.

Pierre Mauroy (PS):

Ex 1er Ministre sous Mitterrand et ex Maire de Lille condamné en 2011 pour emploi fictif.

Pierre Moscovici (PS):

Actuel député, condamné en 2001 pour **atteinte au droit à l'image**.

Pierre Vergès (PCR):

Actuel Vice Président du Conseil Régional de la Réunion, condamné en première instance à 18 mois d'emprisonnement, 300 000 francs (plus de 46 000 euros) d'amende et 5 ans de privation des droits civiques, civils et de famille, puis en appel, à une peine de prison **ferme couvrant sa peine de détention**.

René Teulade (PS):

Ministre des Affaires sociales sous François Mitterrand (1992-1993), actuel Sénateur de Corrèze, condamné en juin 2011 pour **abus de confiance**.

Richard Laude (rouge?)

L'ex conseiller municipal de Compans avait été condamné en 2005 après avoir **confié une mission à une société dont il était le gérant**.

Roland Robert (PCR)

Actuel Maire de la Possession sur l'Ile de la Réunion, mis en examen en 2004 pour **corruption passive** mais pour aucune suite ne semble avoir été donnée.

Condamné en 1ère instance en 2009 à 3 mois de prison avec sursis puis relaxé en appel, dans une affaire de présumés **détournement de fonds publics ainsi que de faux et usage de faux en écriture**.

Robert Gaïa (PS):

Député du Var condamné **en 2002 pour favoritisme**.

Robert Hue (ex PCF devenu MUP):

Ex candidat du PCF à la Présidentielle de 1995 et 2002, mise en cause puis relaxé pour un problème de procédure dans le procès de financement du PCF en 2001.

Robert Navarro (ex PS):

Sénateur et ancien Président de la Fédération Socialiste de l'Hérault, mais également proche de François Hollande, soupçonné d'abus de confiance en 2012.

Roland Dumas (PS):

Ex Ministre des Affaires Etrangères de François Mitterrand mis en cause dans l'affaire qui porte son nom.

Sébastien Jibrayel (PS):

Conseiller régional (PS), placé en garde à vue en novembre 2013. Aucune charge n'a été retenue contre lui.

Ségolène Royal (PS):

Présidente de Région Poitou Charente et ex Ministre sous Mitterrand, condamnée en 2008 pour licenciements abusifs.

Serge Andréoni (PS):

Actuel Sénateur Maire mis en examen en 2011 pour complicité de trafic d'influence dans le cas de l'affaire Guérini.

Stéphane Pocrain (ex(?) Vert):

Aucun mandat électif en cours mais déclaré inéligible à plusieurs reprises, condamné à deux mois de prison avec sursis et 3 000 € de dommages et intérêts pour avoir battu son ex concubine. En janvier 2012 il est condamné pour abandon de famille mais a réglé sa dette depuis.

Sylvie Adam (PCF?)

L'adjointe au logement du maire de Compans a été condamnée en décembre 2012 à **1 500 € d'amende pour prise illégale d'intérêts.**

Sylvie Andrieux (apparentée PS):

Actuelle Députée des Bouches-Du-Rhône, condamnée à 3 ans de prison dont 2 avec sursis, 100 000 € d'amende et 5 ans d'inéligibilité le 22 mai 2013 dans une affaire de dtournement de fonds publics. Elle a **fait appel de cette décision.**

Thomas Thévenoud (PS):

Thomas Thévenoud, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre des Affaires Etrangères et du Développement international, chargé du Commerce extérieur, de la Promotion du Tourisme et des Français de l'Etranger, a été débarqué en **septembre 2014** en raison « de problèmes de conformité avec les impôts » découverts après sa nomination par Matignon. Il souffrirait de "phobie administrative".

Xavier Lacoveli (PS):

En **avril 2014**, le conseiller municipal d'opposition Xavier Iacovelli a été reconnu ce jeudi après-midi coupable d'escroquerie mais relaxé sur les faits de faux en écriture dont il était accusé par la mairie de Suresnes. L' élu socialiste, candidat aux dernières élections municipales, a été condamné par le tribunal de Nanterre à trois mois de prison avec sursis et à verser 1 500€ à la municipalité de Suresnes.

Yacine Chaouat (PS):

Actuel adjoint au Maire du 19ème Arrondissement chargé de la médiation et **condamné en 2011 en appel pour violences conjugales.**

Yamine Benguigui (PS):

L'ex-Ministre Déléguée à la Francophonie, Yamina Benguigui, a été citée à comparaître **endécembre 2014** devant le Tribunal Correctionnel de Paris. Elle est en effet soupçonnée d'avoir fait

des déclarations de patrimoine et d'intérêts incomplètes entre 2012 et 2014, alors qu'elle se trouvait au gouvernement. En gros, il lui serait reproché d'avoir dissimulé pour 430 000 € d'actions en Belgique.